

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/01/2008
Publication 15/02/2008

Pour le Président du Conseil Général
par délégation



Direction de la Solidarité
et de la Certification
des Établissements Sociaux

Pour le Président

Le 25/01/2008

Jacques [Signature]

Colmar, le 25 JAN. 2008

ARRETE 2008 00044 DSOL

Du

portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2008 de l'EHPAD
Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de CERNAY

- VU** les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;
- VU** la convention EHPAD signée le 21 décembre 2006 ;
- VU** la convention relative au versement de la dotation globale afférente à la dépendance signée le 26 novembre 2007 ;
- VU** les propositions de l'établissement ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2008, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

- Hébergement : 999 267,00 €
- Dépendance : 438 962,41 €

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du 1^{er} janvier 2008 pour l'EHPAD Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de CERNAY sont fixés à :

Hébergement :

- Résidants de plus de 60 ans : 47,93 €
- Résidants de moins de 60 ans : 69,35 €

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 21,71 €	GIR 1-2 : 15,87 €
GIR 3-4 : 13,77 €	GIR 3-4 : 7,93 €
GIR 5-6 : 5,84 €	GIR 5-6 : Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

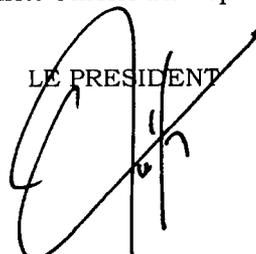
319 330,01 €

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Charles BUTTNER